

## **Tchad, pour une véritable transition vers la démocratie après la mort d’Idriss Déby**

*Communiqué du Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique,*

Paris, le 22 avril 2021

[Lire le communiqué en format PDF](#)

<https://twitter.com/electionafrique/status/1385228372024958977>

Pendant 30 ans, Idriss Déby n'a jamais été "élu" correctement de manière démocratique. A la présidentielle de 1996, il a fraudé massivement en faisant substituer de nombreux procès-verbaux; en 2001, il a utilisé surtout les votes multiples pour s'imposer. En 2005, il a fait supprimer de la constitution la limite de deux mandats présidentiels. En 2006, le processus électoral était si peu valable qu'il a été boycotté. En 2008, il a fait assassiner le leader de l'opposition Ibni Oumar Mahamat Saleh, et, la présidentielle de 2011 a été de nouveau boycottée. En 2016, en corrigeant de nombreux procès-verbaux du premier tour, il s'est attribué un score fictif au-dessus de 50%, échappant à un second tour où il était presque sûr d'être vaincu par l'alliance de l'opposition et par Saleh Kebzabo, procédant ainsi à une inversion du résultat par suppression du second tour. Cette année, la présidentielle au processus électoral encore contesté en amont, a de nouveau été boycottée par les principaux partis d'opposition. Ainsi, Idriss Déby s'est maintenu au pouvoir par des élections non démocratiques pendant 30 ans. Il a réprimé la liberté de la presse et interdit toutes les manifestations dans la rue. Par son obstination à conserver le pouvoir de cette manière, il a fourni la motivation à l'origine, à partir des années 2000, de la multiplication des rébellions, composées d'hommes qui considéraient que les processus électoraux n'étaient pas crédibles et qu'aucune alternance n'était possible.

Après la mort de son père, le 20 avril, le fils d’Idriss Déby, Mahamat Idriss Déby, a suspendu la constitution de 2018 et installé au pouvoir un Conseil militaire de transition composé de 15 officiers de haut-rang. La constitution dans son article 81, prévoit que le pouvoir doit revenir au "Président de l'Assemblée Nationale et, en cas d'empêchement de ce dernier, par le 1er Vice-président" et une élection entre 45 et 90 jours après la vacance. Il s'agit donc d'un coup d'Etat militaire. Ce coup d'Etat, rapidement accepté par l'Elysée, fait craindre une fausse transition aboutissant à un processus électoral non démocratique à son issue. Une succession de type dynastique comme au Togo en 2005 ou au Gabon en 2009 est ainsi à craindre.

Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique rappelle que l'élection des 10 et 11 avril 2021 était boycottée et qu'elle n'avait pas plus de valeur démocratique que les précédents scrutins présidentiels du Tchad.

Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique condamne le coup d'Etat militaire du 20 avril 2021 et soutient tous les appels des opposants politiques et de la société civile pour le respect de la constitution.

Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique demande au gouvernement français et au Service européen pour l'action extérieure d'employer leurs moyens diplomatiques pour garantir la sécurité des militants des partis d'opposition et de la société civile, et pour aider à la mise en œuvre d'une véritable transition vers la démocratie au Tchad, qui permette des processus électoraux incontestables, issus d'un dialogue inclusif, garantis par une commission électorale acceptée par l'opposition et par de l'observation internationale crédible.

*Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique*

6 signataires : Union nationale pour le développement et le renouveau (UNDR, Tchad), Alliance Nationale pour le Changement Ile-de-France (ANC-IDF, Togo), Alliance républicaine pour le développement (ARD) Amicale panafricaine, Parti de Gauche, Europe Ecologie les Verts (EELV).

Twitter : [@electionafrique](https://twitter.com/electionafrique)

Site : <https://electionsafrique.wordpress.com/>

Mail : <https://electionsafrique.wordpress.com/a-propos/>

Liste des actions du collectif : <https://electionsafrique.wordpress.com/a-propos/>

**Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique** se mobilise depuis 2009 à Paris, pour soutenir les démocrates africains et promouvoir des réformes profondes des politiques française et européenne. Il s'est particulièrement investi sur certains événements et crises, en mettant l'accent sur les processus électoraux :

Décembre 2019, Togo : Communiqué sur la présidentielle de 2020

Décembre 2018 : Lettre à UE sur négociation de l'Accord ACP-UE post-Cotonou et élections en Afrique

Février 2018, Djibouti : Communiqué sur les élections législatives

Novembre 2017, Guinée Equatoriale : Communiqué sur les élections législatives

Septembre 2017, Togo : Communiqué sur le respect de la limitation à 2 mandats au Togo et en Afrique

Juillet 2017, Congo Brazzaville : Communiqué sur les législatives du 16 juillet

Juin 2017 : Politique française et processus électoraux en Afrique, Lettre ouverte à Emmanuel Macron

Mars 2017 : Politique française en Afrique, 10 questions aux candidats présidentielle française

Décembre 2016 : Politique française en Afrique : 10 questions aux candidats de la présidentielle

Octobre 2016, Gabon : Lettre à UE, ONU et Elysée : demande pour la démocratie après coup d'Etat électoral

Juillet 2016, Gabon : Présidentielle 27 août : la répression augmente avant un probable coup d'Etat électoral

Mai 2016, Congo-Brazzaville, Djibouti, Tchad : Le cercle vicieux des processus électoraux sans démocratie

Avril 2016, Guinée équatoriale : Lettre ouverte à l'Ue et aux gouvernements français, espagnol et américain

Avril 2016, Djibouti, France, Ue : Analyse du processus électoral avant la présidentielle des 8 et 22 avril

Avril 2016: Tchad, France : Analyse du processus électoral avant la présidentielle des 10 avril et 9 mai

Mars 2016, Congo B : Analyse du processus électoral avant la présidentielle du 20 mars 2016

Mars 2016, Congo B, Djibouti, Tchad : Lettre ouverte à UE sur 3 présidentielles sans démocratie

Janvier 2016, Djibouti : Lettre ouverte à ONU, UA, UE, Elysée : massacre et arrêt du processus électoral

Décembre 2015 : Congo B : Bilan du coup d'Etat constitutionnel – Lettre ouverte à ONU, UE, Elysée

Octobre 2015 : Congo B : Coup d'Etat constitutionnel – Lettre ouverte à l'Union européenne

Juillet 2015, Togo et politique européenne : Lettre à UE sur Togo et démocratisation de l'Afrique (réponse)

Mai 2015, Togo : Lettre à ONU, UE et OIF : présidentielle et soutien à la démocratisation de l'Afrique

Avril 2015, Togo : Election présidentielle, la démocratie et l'alternance sont-elles possibles ?

Février 2015, UE : 9 propositions à l'Union européenne pour soutenir la démocratisation en Afrique

Février 2015, UE : UE et élections en Afrique en 2015 et 2016 et soutien à la démocratisation

Novembre 2014, Tchad : Répression contre des manifestants et coupure des communications internationales

Octobre 2014, Burkina Faso : Afrique : limitation nombre mandats, aucune exception n'est plus acceptable

Octobre 2014, Tchad : Soutien à la société civile tchadienne suite à la journée 'ville morte'

Mars 2014, Centrafrique et Tchad : Influence et implication d'Idriss Déby en RCA de mi-2012 à janvier 2014

Janvier 2014, Djibouti : Répression, contentieux électoral et politique européenne

Décembre 2013, Tchad : Dossier d'information sur la réhabilitation impossible d'Idriss Déby

Novembre 2013, Togo : Visite de Faure Gnassingbé à l'Elysée

Octobre 2013, Tchad : Tchad et politique française

Septembre 2013, Cameroun : Elections législatives

Juillet 2013, Sortir de l'influence militaire et engager la politique française dans le soutien de la démocratie

Mai 2013, Guinée Equatoriale : Elections législatives et pétrole

Avril 2013, Togo : Lettre à Laurent Fabius sur l'affaire des incendies

Février 2013, Djibouti, Togo, Cameroun, Guinée C. : Elections législatives : lettre à Assemblée Nationale

Février 2013, Djibouti : Elections législatives

Janvier 2013, Togo : Lettre ouverte à l'Union européenne sur élections législatives

Juillet 2012, Congo Brazzaville : Elections législatives

Décembre 2011, Gabon : Dossier d'information sur les élections législatives

Octobre 2011, Cameroun : Election présidentielle : dossier d'information et meeting

2010 : cinquante ans des indépendances : Manifestation le 14 juillet 2010

Février 2010, Togo : Election présidentielle